

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA
CONFORMITE DE LA PASSATION DES
MARCHES DE LA COMMUNE DE NIORO DU
RIP AU TITRE DE LA GESTION 2013**

GROUPE 5

RAPPORT DEFINIF

AOÛT 2015

SIGLES ET ACRONYMES

PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AOO	Appels d’Offre Ouvert
AOR	Appel d’Offre Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l’Administration
COA	Code des Obligations de l’Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
MO	Maître d’Ouvrage
MOD	Maître d’Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès verbal
PVO	Procès verbal d’ouverture des plis
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
TTC	Toutes Taxes Comprises
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

SOMMAIRE

<u>Titres</u>	<u>N° de pages</u>
OPINION DE L'AUDITEUR	4
1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	6
2. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	11
3. PRESENTATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	16
4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE	19
5. REVUE DE L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET RECOMMANDATIONS DETAILLES	21
6. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES	25
7. REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES	27
8. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS	40
9. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES	43
10. STATISTIQUES DES ANOMALIES	45
ANNEXES	

OPINION DE L'AUDITEUR

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à une revue de la conformité de la passation des marchés par la Commune de Nioro du Rip.

Cette revue a été effectuée selon la méthodologie décrite dans les développements qui suivent par référence aux dispositions du Code des Marchés, complété par le Décret n°2007-546 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le Décret n° 2007-547 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Il a été également pris en compte les dispositions des arrêtés et circulaires portant application de ces décrets.

La mission a porté sur :

- La revue de l'organisation institutionnelle de la Commune de Nioro du Rip;
- La revue détaillée d'échantillons de marchés passés au titre de la gestion 2013 par la commune et qui se chiffrent à F. CFA 43.189.893 soit 100 % des marchés passés par Demandes de Renseignements et de Prix (DRP).

Constats à l'issue de nos travaux :

1- Au plan institutionnel :

- Les membres de la Commission des Marchés n'ont pas le niveau requis de formation pour être nommés à cette Commission (ils ont le niveau BFEM ou en dessous) ;
- Les Auditeurs n'ont pas obtenu la copie des lettres de convocation des membres de la CM aux réunions d'ouverture des plis et d'attribution provisoire ;
- La CPM ne dispose pas de locaux propres, ce qui pose des problèmes d'archivage et de classement des documents ;
- Les rapports trimestriels et annuel sur les marchés n'ont pas été produits pour l'exercice 2013.

2- Au plan de la Passation des marchés :

Les marchés ont tous été passés sous forme de DRP. Des violations significatives aux dispositions du CMP ont été constatées par les Auditeurs :

.../...

– 2 –

- Avis de DRP adressés aux candidats, à la place de lettres d’invitation ; cet avis de DRP ne mentionnant pas les candidats invités à soumissionner, l’Auditeur n’a pas pu contrôler le traitement équitable des candidats et la transparence des consultations ;
- Offres des soumissionnaires et procès-verbal d’ouverture des plis non archivés ;
- Absence d’information des soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre ;
- Absence de P.V de réception pour certains marchés, pour d’autres marchés P.V de réception non signés et non datés ;
- Constats sur certains marchés des délais anormalement longs pris par les travaux (plus de 24 mois).

Conclusion de l’auditeur :

Les performances de la Commune de la Nioro du Rip en matière de procédures de passation des marchés, au titre de la gestion 2013, sont non satisfaisantes.

Fait à Dakar, le 17 Août 2015

**Le Représentant du Groupement
Cabinet J. MONTEIL & Cie / M. BARRY**



Mamadou BARRY
Expert comptable - Auditeur
Membre de l'ONECCA

1.DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

1.1 Cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- **Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005** portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- **Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005** portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- **Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011** relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009 ;
- **Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965** portant Code des Obligations de l'Administration ;
- **Loi 2003-101 du 13 Mars 2003** portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- **Loi 90-07 du 26 juin 1990** relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- **Loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013** portant code des collectivités locales, modifiée ;
- **Loi 2009-20 du 04 Mai 2009** portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- **Décret 2009-522** portant organisation et fonctionnement des agences d'exécution ;
- **Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981** relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- **Décret 2005-576 du 22 Juin 2005** portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- **Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011** portant Code des Marchés Publics;
- **Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010** portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), ;

- **Décret 2007-547 du 25 Avril 2007** portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- **Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008** fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.
- **Arrêté n°12.785 du 26 décembre 2012** en application des dispositions de l'article 140.a du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés;
- **Arrêté n°12.790 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 113 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission;
- **Arrêté n°12.791 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 114 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution;
- **Arrêté n°12.789 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 78-3-a du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures;
- **Arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes;
- **Arrêté n°12.788 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 44-f du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics;
- **Arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des autorités contractantes;
- **Arrêté n°12.787 du 26 décembre 2012** relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36 alinéa 6 du Code des Marchés publics.
- **Un nouveau décret portant code des marchés publics, n°1212-2014 du 22 septembre 2014**, est aujourd'hui en place mais ne concerne pas le champ de l'audit.
- De nouveaux arrêtés ont été également pris pour l'application de ce nouveau décret portant CMP.

1.2 Les organes charges de la passation des marchés

L'article 35 du CMP précise : « Au niveau de chaque autorité contractante, sont mises en place une commission des marchés chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés ainsi qu'une cellule de passation des marchés

chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu’au bon fonctionnement de la commission des marchés, dans les conditions fixées par arrêté du Ministre chargé des Finances après avis de l’Organe chargé de la régulation des marchés publics ».

1.2.1 La cellule de passation des marchés

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu’au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par **l’arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** et portent, entre autres sur :

- L’examen préalable de tout document à soumettre à l’autorité contractante en matière de marchés publics,
- l’établissement, en début d’année, du plan consolidé annuel de passation des marchés publics,
- la tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- l’établissement de rapports trimestriels sur la passation et l’exécution des marchés.

1.2.2 La commission des marchés

L’arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012 détermine la composition des Commissions des Marchés et fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des Marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l’heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l’autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

1.3 Les entités de régulation et de contrôle

Le décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle à priori assurées par la DCMP et celles de contrôle à posteriori et de régulation dévolues à l’ARMP.

1.3.1 La Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les décisions d'attribution selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

1.3.2 L'autorité de Régulation Des Marchés Publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de Régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de Règlement des Différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

1.4 Les seuils de passation des marchés

Le Code des Marchés Publics, en son article 53, détermine des seuils de passation en fonction de la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

<i>Marchés</i>	<i>Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics</i>	<i>Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres</i>
travaux	25 000 000	50 000 000
services et fournitures courantes	15 000 000	30 000 000
prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (DRP) (Article 78 du CMP).

1.5 Les modes de passation des marchés

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

2.OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE RETENUE

2-1 OBJECTIFS DE LA MISSION :

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- (i). se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- (ii). vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- (iii). fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (iv). identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;
- (v). procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- (vi). pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- (vii). dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- (viii). examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des

marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe

- (ix). examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- (x). examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,
- (xi). évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
- (xii). Formuler des recommandations.

2-2 METHODOLOGIE RETENUE :

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les TDR, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière générale, la méthodologie retenue a été la suivante:

2.2.1 Collecte préalable des données :

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons collecté certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- La liste des partenaires financiers extérieurs
- Les actes de nomination des membres de la Cellule de Passation des marchés et de la Commission des Marchés,
- Manuel de procédures administratives et financières,

- Le budget annuel 2013 et les rapports d'exécution budgétaire,
- Le compte administratif et le compte de gestion 2013,
- La balance des fournisseurs prestataires 2013,
- La situation des paiements 2013,
- Tableau des marchés et commandes 2013,
- Plan de passation des marchés et des avis généraux 2013,
- Les documents de marché (les contrats et annexes) 2013,
- Les dossiers de consultation 2013,
- Les soumissions des candidats non attributaires 2013,
- Les bons de commandes 2013,
- Les PV de réception 2013,
- Le livre des stocks 2013,
- Les fiches d'entrée et de sortie des stocks 2013,
- Les habilitations des signataires des marchés 2013,
- Les courriers relatifs aux marchés et commandes classés 2013,
- Les avis d'attribution et les lettres d'information aux candidats non retenus 2013,
- Les rapports d'analyse et d'évaluation des offres 2013,
- Les courriers échangés avec la DCMP 2013,
- Les rapports trimestriels sur les marchés et le rapport annuel sur les marchés de 2013,
- Et tout autre document utile au bon accomplissement de la mission pour la gestion 2013.

2.2.2 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante :

La revue a consisté en un contrôle des modalités de mise en place et de fonctionnement des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés et en une appréciation de l'efficacité du système de classement des documents de passation des marchés ; de même, il a été passé en revue les relations entre les Commissions des Marchés, les Cellules de Passations et l'ARMP et la DCMP.

Des demandes ont été adressées par l'Auditeur à la DCMP, pour la confirmation de la réception de la liste des membres des Commissions de Marchés et des Cellules de Passation des Marchés, des Plans de Passation des Marchés, et des rapports trimestriels des Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes, au titre de la gestion 2013.

2.2.3 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante :

Cette étape – importante à plus d'un titre- a été couverte par le recoupement des données fournies par les Situations, Etats et Rapports suivants :

- Budget 2013 exécuté de l'Autorité Contractante ;
- Plan de Passation de Marchés 2013 de l'Autorité Contractante ;
- Etats financiers au 31 décembre 2013 (Bilan, Compte de Résultat) et Grand-Livre des comptes de l'Autorité Contractante pour retracer les opérations (investissements et dépenses de fonctionnement) de 2013;
- Rapport d'activités 2013 de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Données statistiques sur les marchés immatriculés en 2013 à partir du site web de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Rapport Annuel 2013 de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP) (notamment pour les aspects liés à l'organisation des Cellules de Passation des Marchés et aux recours introduits par les parties concernées par la passation des marchés).

Le recoupement des données issues de ces différents documents a permis de vérifier et de mettre en évidence les marchés (Appels d'Offres, DRP) révélés par l'Autorité Contractante à l'Auditeur, au départ de la mission.

2.2.4 Constitution de l'échantillon :

L'Auditeur a constitué l'échantillon :

- selon les modalités définies par les Termes de Références ;
- ou bien, lorsque les marchés passés n'étaient pas en nombre significatif, à 100 % des dossiers ;
- et, en y ajoutant systématiquement les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

2.2.5 Revue détaillée des marchés retenus :

Une revue détaillée des marchés a été effectuée :

- contrôle sur pièces et appréciation des procédures appliquées par rapport aux dispositions du Code des Marchés ;
- analyse des contrats établis ;
- vérifications physiques, dans le cas où ces vérifications s'avèrent possibles ;
- dans certains cas, contrôle de la compétitivité des prix ;
- contrôle du niveau et du rythme des paiements.

3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

Présentation de l'Autorité Contractante

La ville de Nioro du Rip a été érigée en commune en 1960. Elle fait partie de la région de Kaolack et compte 20 784 habitants dont 10 630 femmes et couvre une superficie de 344ha et est aussi chef lieu du Département du même nom. La population est composée de wolof ,poular ,serere, mandingue ,diolas ,mankagne , maure qui vivent en harmonie.

La commune de NIORO située sur la route nationale N°4 et à 55km de la ville de KAOLACK est un point de passage obligé en direction de la partie sud du pays.

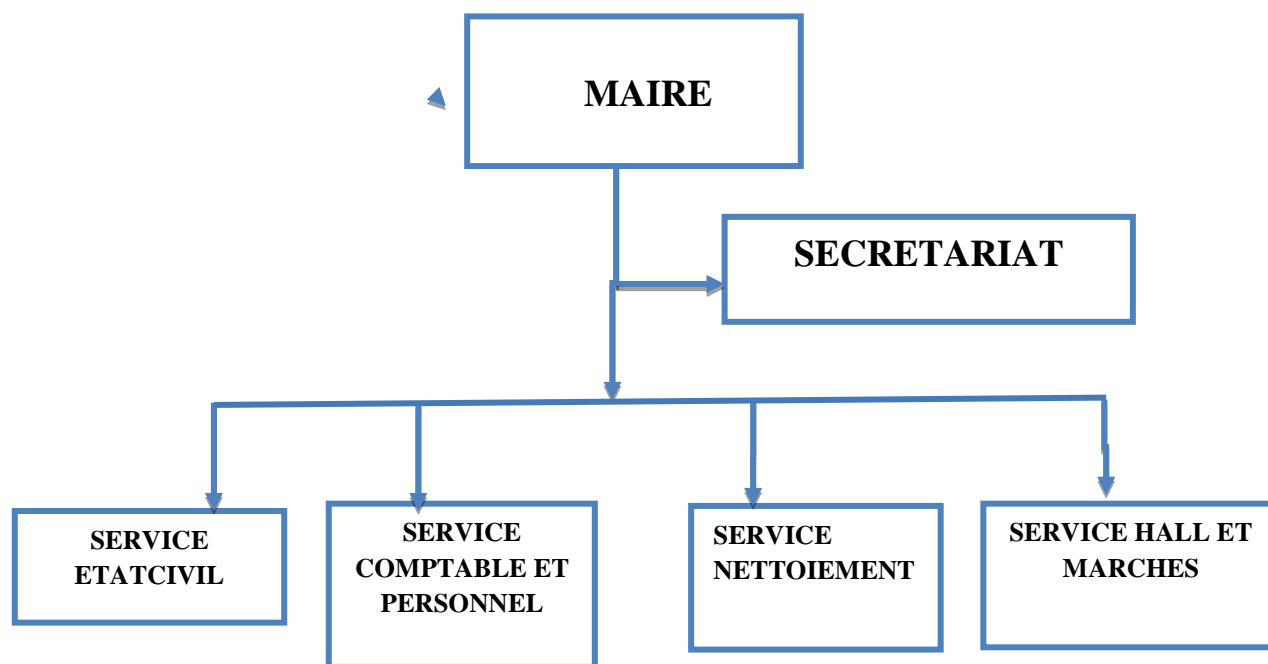
La ville est limitée au sud par la Commune de PAOSCOTO, à l'est par celle de DAROU SALAM, au nord par la Commune de DABALY et à l'ouest par celle de PROKHANE.

La ville est bâtie sur un plateau dont les pentes sont orientées d'est en ouest et se termine par une grande cuvette.

La commune de Nioro est située dans la zone soudano-sahélienne caractérisée par une saison sèche (9mois) et d'une saison pluvieuse (3mois) avec en moyenne 600mm de pluie par an.

L'extension du territoire communale de la ville de NIORO se heurte à la contrainte liée aux limites des communes voisines.

L'Organigramme de la COMMUNE de NIORO du RIP est le suivant:



4.SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Les principaux constats qui se dégagent de la revue institutionnelle sont les suivants :

Commission des Marchés (CM) :

Les membres de la CM n'ont pas le niveau requis de formation pour être nommés à cette commission (niveau BFEM ou en dessous).

Les Auditeurs n'ont pas pu obtenir la copie des lettres de convocation des membres de la CM aux réunions d'ouverture des plis et d'attribution provisoire.

Cellule de Passation des Marchés (CPM) :

La CPM de la commune ne compte qu'un seul membre : le coordonnateur, non formé en procédures de passation de marchés.

La CPM ne dispose pas de bureaux qui lui est exclusivement affecté, ce qui pose des problèmes d'archivage et de classement des documents.

Rapports trimestriels et annuel :

Ces rapports n'ont pas été produits pour l'exercice 2013.

5. REVUE DE L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

5. Les organes de passation des marchés de la COMMUNE de NIORO du RIP

La Commission des marchés

La commission des marchés de la COMMUNE de NIORO du RIP a été mise place pour l'exercice 2013 par Arrêté N° (arrêté sans numéro ni date).

Elle est constituée de cinq membres titulaires et de cinq suppléants qui ont tous signé l'attestation de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique.

Ces membres n'ont pas le niveau requis de formation pour être nommés ; ils sont généralement du niveau BFEM ou en dessous. Cet état de fait pose un réel problème de respect de l'arrêté n°012786 du 26/12/2012 par l'AC.

Cependant certains membres de la CM ont été formés en procédures de passation des marchés publics.

L'arrêté portant création de la CM a été transmise à l'ARMP par BE N° 0010/CNR/M du 12/02/ 2013 et à la DCMP par BE du 07/03/2013, en violation à l'arrêté n°012786 du 26/12/2012 fixant la notification à l'Autorité chargée du contrôle à priori des marchés publics au plus tard le 05 JANVIER de l'année.

Les membres de la CM de 2013 ont tous été reconduits dans la CM de 2014.

Au terme de notre mission d'audit ; le 03/04/2015, nous avons noté que pour 2015 l'arrêté portant création de la CM n'était pas pris par l'AC en violation de l'arrêté n°0864 du 22/01/2015.

Convocation des membres aux réunions de la CM:

La revue des convocations des membres de la CM aux réunions d'ouverture des plis et d'attribution provisoire n'a pas été faite par la mission qui n'a pu obtenir de copie des lettres de convocation.

Besoin de formation :

L'Autorité Contractante a émis le souhait de faire former et de renforcer les capacités en procédures de passation des marchés publics du Nouveau Code des Marchés Publics (décret n°1212 du 22 septembre 2014, publié dans le journal officiel du 04 octobre 2014, date de sa mise en vigueur) tous les membres de la prochaine CM.

Paiements des indemnités des membres de la CM et du rapporteur :

Il n'y a pas eu d'indemnités versées aux membres de la CM et à son rapporteur en 2013.

Recommandations :

- Respecter les délais de mise en place de la CM et de la CPM;
- Nommer à la CM des agents qui en ont les capacités conformément à l'arrêté 12.786/MEF du 26/12/12 relatif à l'organisation et au fonctionnement des CM ;
- Former et renforcer les capacités des agents de la CM en passation des marchés en partenariat avec l'ARMP et la DCMP ou par le recours à une expertise externe (consultant).
- Respecter les délais de cinq jours francs pour convoquer les réunions de la CM.

Cellule de passation des marchés

La Cellule de Passation des Marchés(CPM) de la COMMUNE de NIOURO du RIP a été mise place pour l'exercice 2013 par Arrêté (N° NON FOURNI) CNR/M du 11/02/2013 conformément à l'arrêté N° 012783 du 26 décembre 2012.

La CPM de la COMMUNE de NIOURO du RIP ne compte qu'un seul membre qui en est le coordonnateur, mais il n'a pas été formé en procédures de passation des marchés publics. Il est resté coordonnateur pour 2014.

Au terme de notre mission d'audit ; le 03/04/2015, nous avons noté que pour 2015 l'arrêté portant création de la CPM n'était pas pris par l'AC en violation de l'arrêté n°0865 du 22/01/2015.

La CPM n'a pas de bureau qui lui est exclusivement affecté pour permettre l'archivage et le classement des dossiers relatifs aux procédures de passation des marchés publics.

Recommandations :

- Nommer à la CPM des agents qui en ont les capacités conformément à l'arrêté n°12783 du 26/12/2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des CPM.
- Former et renforcer les capacités des agents de la CPM en passation des marchés en partenariat avec l'ARMP et la DCMP ou par le recours à une expertise externe (consultant).
- Doter la CPM d'un bureau et d'un personnel qui lui sont exclusivement affectés.

Charte de Transparence et d'Ethique en matière de passation des marchés

Tous les membres titulaires et les suppléants de la CM ainsi que tous les membres de la CPM ont signé l'attestation de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique.

Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Les rapports trimestriels et les rapports annuels de la CPM et de la CM n'ont pas été produits pour l'exercice 2013 contrairement aux dispositions réglementaires.

L'Arrêté n°12783 du 26/12/2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des CPM, mentionne que la CPM doit procéder à :

- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés passés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la DCMP ET à l'ARMP.
- l'établissement, avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'autorité dont elles relèvent, de l'ARMP et de la DCMP, d'un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente ».

Recommandation :

Etablir les rapports trimestriels et annuels de l'ensemble des marchés passés au cours de l'année passée.

**6.SYNTHESE DES
CONSTATS
A L'ISSUE DE LA
REVUE DES MARCHES**

6. SYNTHÈSE DES CONSTATS À L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHÉS

Constats spécifiques aux marchés examinés :

Les marchés ont tous été passés sous forme de DRP.

Les constats les plus significatifs relevés après la revue des marchés sont les suivants :

- Lettres d'invitation des candidats non archivées ;
- Pour la plupart des marchés, un avis de DRP a été envoyé aux candidats, à la place de lettres d'invitation ; l'avis de DRP ne mentionne pas les candidats invités ; ce manquement n'a pas permis à l'Auditeur de se prononcer sur le traitement équitable des candidats et sur la transparence de la consultation ;
- Les offres et le procès-verbal d'ouverture des plis ne sont pas archivés ;
- Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres ;
- Pour le marché relatif à la construction de souks et de latrines, le PV de réception n'a pas été fourni et aucun document n'atteste de l'exécution des travaux ; par ailleurs, la situation des paiements n'est pas renseignée (non présentation des factures, décomptes et n° de chèques), ce qui ne permet pas à l'Auditeur de se prononcer sur les règlements effectués ;
- Pour deux (2) marchés, les PV de réception présentés à l'Auditeur ne sont ni datés, ni signés (marché relatif à l'acquisition de sucre et marché relatif à l'acquisition de fournitures scolaires) ;
- Pour le marché relatif aux travaux d'adduction d'eau (entreprise EWIS – montant 11.998.900 F CFA), les offres ne sont pas archivées et le contrat présenté à l'Auditeur n'est ni signé, ni daté et ne renseigne pas sur les délais d'exécution ; la durée d'exécution est parue anormalement longue à l'Auditeur, soit plus de 23 mois ;
- Pour le marché relatif à l'extension du réseau électrique (entreprise EWIS – montant 9.900.000 F CFA), outre les manquements signalés ci-avant (avis de DRP envoyé aux candidats à la place de lettres d'invitation, offres des candidats non archivées, procès verbal d'ouverture des plis et rapport d'évaluation des offres non archivés), il a été constaté par l'Auditeur que la durée d'exécution des travaux est anormalement longue, soit plus de 24 mois.

7.REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES

Documents de programmation de la préparation des marchés

Ils sont essentiellement constitués du Plan de Passation des Marchés (PPM) et de l'Avis General de Passation des Marchés (AGPM).

Le Plan de Passation des Marchés (PPM) est une matrice de programmation des marchés que l'AC prévoit de réaliser dans l'année.

A l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, tous les marchés passés par les autorités contractantes sont inscrits dans les plans de passation des marchés, sous peine de nullité.

L'Avis General de Passation des Marchés (AGPM) est un avis à publier dans des journaux de grande diffusion avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément aux articles 6 et 56.

L'article 56 stipule que « les autorités contractantes sont tenues de publier chaque année un avis général recensant les marchés publics, dont les montants estimés atteignent les seuils visés à l'article 53 du présent décret (décret 2011-1048 du 27/07/2011), qu'elles prévoient de passer par appel à la concurrence durant l'exercice budgétaire sur la base du plan de passation des marchés établi conformément à l'article 6 du présent décret ».

Cependant pour les communes dont le budget n'atteint pas 300 000 000 millions de FCFA les dates limites applicables pour la transmission de leurs PPM à la DCMP et la publication de leurs AGPM est fixée au 30 avril de l'année en cours (ARRETE N°3193 du 07/04/2010). La commune de NIOURO dont le budget s'élève à 256 000 000 de FCFA entre dans cette catégorie.

1. Plan de Passation des Marchés (PPM)

Le plan de passation des marchés de l'exercice 2013 a été publié sur le site des marchés publics. Il a été transmis à la DCMP par BE N° 010/CNR/M du 12 février 2014, en conformité avec l'arrêté n°3193/MEF du 07/04/2010 fixant la notification à l'Autorité chargée du contrôle à priori des marchés publics au plus tard le 30 avril de l'année budgétaire concernée.

Une seule et unique version du PPM a été publiée le 16/06/2013.

Le PPM de la commune de NIOURO du RIP comprend neuf (06) marchés, tous passés en DRP dont quatre(03) sont des marchés de travaux et trois(03) des marchés de fournitures.

La liste des marchés du PPM est ci-dessous établie :

Réf.	Réalisations envisagées	Type de marché	Mode de passation
TCNR001	ADDUCTION d'EAU	TRAVAUX	DRP
TCNR002	EXTENSION RESEAU ELECTRIQUE	TRAVAUX	DRP
TCNR003	CONSTRUCTION de 05 SOUKS et de Six(06) latrines	TRAVAUX	DRP
FCNR004	ACQUISITION de SUCRE	FOURNITURES	DRP
FCNR005	FOURNITURES SCOLAIRES	FOURNITURES	DRP
FCNR006	MEDICAMENTS	FOURNITURES	DRP

Nous constatons que le marché relatif à la DRP FCNR006 n'a pas été passé en 2013 par manque de financement.

Recommandation :

Veiller à une meilleure programmation du financement des marchés inscrits dans le PPM pour leur bonne exécution.

2. Avis General de Passation des Marchés (AGPM)

L'Avis Général de Passation de Marchés pour l'exercice 2013 n'a pas été établi parce qu'aucun marché d'Appel d'Offres n'a été passé par la commune de NIORO du RIP.

3. Archivage des dossiers de passation des marchés

La COMMUNE de NIORO du RIP ne dispose pas de locaux destinés à l'archivage des documents de passation des marches. Ces derniers ne sont pas centralisés au niveau de la CPM et n'ont pas été retrouvés, pour la plus part. Cette situation a rendu difficile la collecte des données pour la revue des marchés passés en 2013.

Un personnel formé à la tenue et au classement des archives n'est pas non plus disponible au niveau de la CPM.

Recommandations :

- Centraliser les documents de passations des marches au niveau de la CPM.
- Respecter et appliquer la loi 2006-19 du 30 juin 2009 relative à l'archivage des documents administratifs ;

- Respecter et appliquer la résolution 23/09 du 08/04/09 du Conseil de Régulation de l'ARMP relative à l'adoption du manuel de classement et d'archivage des documents de passations des marchés ;

Utiliser des équipements décrits dans le manuel d'archivage et de classement ;

Participation du service d'audit interne au contrôle de la passation des marchés

La commune de NIORO ne dispose pas de service de contrôle interne ou d'audit interne pour procéder au contrôle des procédures de passation des marchés.

Comptabilité matière dans le processus de PM – Phase exécution

Le comptable matières a le niveau du BFEM et a été formé en comptabilité matières en 2013. Il a été recruté en 2010 comme agent au service d'état civil et s'occupe de la Comptabilité Matières depuis 2013.

Il a suivi une formation en passation de marché. Il ne dispose pas d'un manuel de procédure.

En 2013 les achats faits par petites quantités et au fur et à mesure des besoins ne passent pas à la comptabilité matières pour enregistrement. Il n'y a pas de fournitures en stock ni de magasin de stockage.

Les commandes destinées aux services dont les compétences sont transférés ; après réception par la Commission de Réception habilitée (ARRETE N°06/2013-CNR/M) dont le comptable matières est membre, sont transmis directement au bénéficiaire sans être enregistrées à la comptabilité matières.

La Mission a constaté en 2013 que :

- le Livre Journal des matières n'est pas tenu ;
- le Grand Livre des comptes n'est pas tenu ;
- des Carnets de Bons d'Entrée et des Carnets de Bons de Sortie existent mais ne sont pas utilisés ;
- les immobilisations sont affectées d'un N° de nomenclature ;
- les Fiches Utilisateur sont apposées sur les portes des locaux ;
- l'inventaire physique des matières est fait chaque année.

Le même constat est fait pour 2014 ; c'est seulement en 2015 que le comptable matières recommence l'enregistrement en entrée et sortie des achats, à tenir le Livre Journal et le Grand Livre des comptes.

Le Procès-verbal de réception est signé par tous les membres de la Commission de Réception dont le comptable matières

La mission a été confrontée au problème de la traçabilité des acquisitions par défaut d'utilisation de la comptabilité matières dans la réception et l'affectation des achats.

Reversement a l'ARMP des 50% des ventes des dossiers de consultation.

Aucun versement n'a été effectué à l'ARMP durant l'exercice 2014. Les dossiers relatifs aux DRP sont cédés à Quinze mille (15 000) FCFA à chaque candidat.

CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES :**Echantillon**

L'échantillon a respecté les minima stipulés par les TDR :

- au moins 15 % des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP ;
- au moins 25 % des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés ;
- au moins 25 % des DRP ;
- 100 % des marchés par entente directe ;
- 100 % des marchés si leur population est inférieure à 10.

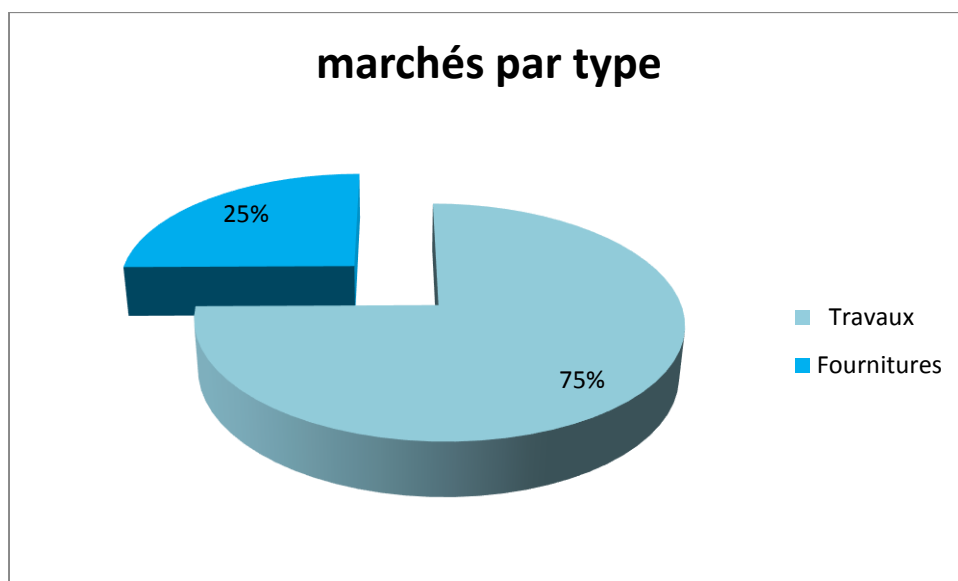
Conformément aux TDR l'échantillon doit être composé de 100% des marchés si leur population est inférieure à 10. Donc les marchés de l'échantillon sont composés de l'ensemble des cinq (05) marchés exécutés en 2014.

Par conséquent, la liste des marchés de la commune de Nioro du Rip exécutés en 2013 sera entièrement vérifiée. Les marchés sont récapitulés ci-dessous :

Intitule	Type de marchés	titulaire	montant FCFA HTVA	montant FCFA TTC
DRP TCNR001 « adduction d'eau »	Travaux	Entreprise Wakeur Insa Sow(E.W.I.S)	11 998 900	14 158 702
DRP TCNR002 « extension réseau électrique »	Travaux	Entreprise Wakeur Insa Sow (E.W.I.S)	9 900 000	11 682 000
DRP TCNR003 « construction de 05 souks et de six(06) latrines»	Travaux	Entreprise Wakeur Insa Sow (E.W.I.S)	5 497 820	6 487 428
DRP FCNR004 « acquisition de sucre »	Fournitures	RIP PRODUCTION	4 550 000	5 369 000
DRP TCNR005« fournitures scolaires »	Fournitures	Etablissement General Mame Thierno Birahim Mbacke (EG.M.T)	4 654 884	5 492 763
TOTAL				43 189 893

Tableau par type

type	nombre	pourcentage nombre	montant FCFA TTC	pourcentage montant
travaux	03	60 %	32 328 130	74,85%
Fournitures	02	40%	10 861 763	25,15%
total	05	100%	43 189 893	100%



Tous les marchés ont été passés en DRP.

Tableau par mode :

MODE DE PASSATION	NOMBRE	POURCENTAGE NOMBRE	MONTANT FCFA TTC	POURCENTAGE MONTANT
DRP	05	100%	43 189 893	100%
TOTAL	05	100%	43 189 893	100%

3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés, de revue de dossiers et d'examen préalable de rapports d'analyse et de PV d'attribution provisoire applicables à l'entité auditée

Seuils de passation (ART 53 du CMP) :

- 15 000 000 FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures et de services ;
- 25 000 000 FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux et de prestations intellectuelles ;

Seuils de revue des dossiers (arrêté 12 782 du 26/12/2012) :

- 150 000 000 FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures et de services ;
- 400 000 000 FCFA et 250 000 000 FCFA toutes taxes comprises pour tous les marchés des travaux relatifs respectivement à l'entretien courant des routes (ECR) et autres que l'ECR ;
- 125 000 0000 FCFA TTC et 150 000 000 FCFA TTC pour Prestations Intellectuels relatifs respectivement à l'ECR et autres que l'ECR ;

Examen préalable de rapports d'analyse et de PV d'attribution provisoire (arrêté 12 782 du 26/12/2012) :

- 40 000 000 FCFA TTC pour tous les marchés de fournitures et de services ;
- 350 000 000 FCFA et 1 000 000 000 FCFA toutes taxes comprises pour tous les marchés des travaux relatifs respectivement à l'entretien courant des routes (ECR) et autres que l'ECR ;
- 100 000 0000 FCFA TTC et 40 000 000 FCFA TTC pour Prestations Intellectuels relatifs respectivement à l'ECR et autres que l'ECR ;

Marchés conclus par AOO et AOR

La Commune de NIORO du RIP n'a pas passé en 2013 des AOO ni d'AOR.

Marchés de prestations intellectuelles

La Commune de NIORO du RIP n'a pas passé en 2013 de marchés de prestations intellectuelles.

Marchés conclus par DRP :

La Commune de NIORO a mis en œuvre au cours de l'exercice 2013 cinq (05) marchés conclus par Demande de Renseignement et de Prix, tous inscrits dans le PPM de 2013.

La mission a noté que les marchés, DRP TCNR002 « extension réseau électrique » et DRP TCNR003 « construction de 05 souks et de six(06) latrines » ont été également inscrits dans le PPM de 2012.

Le marché DRP TCNR001 « adduction d'eau » est approuvé en 2012 alors que les deux autres (« TCNR002 » et « TCNR003 ») ont démarré leurs travaux en 2012.

Ces sept marchés conclus par Demande de Renseignement et de Prix ont été analysés.

❖ ***M1 : marché pour des travaux d' « adduction d'eau »***

Référence : TCNR001

Titulaire : Entreprise Wakeur Insa Sow (E.W.I.S)

Montant : 11 998 900 FCFA HTVA

Les constats sur ce marché sont les suivants :

- 1) Le marché est inscrit sur un PPM publié transmis à la DCMP et PUBLIE sur le site des marchés publics.
- 2) Les lettres d'invitation des candidats ne sont pas archivées ;
- 3) Le PVO des plis n'est disponible dans la documentation vérifiée.
- 4) les offres ne sont pas archivées ;
- 5) les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés du rejet de leurs offres
- 6) les résultats de la DRP ne sont pas publiés sur le site des marchés publics ;
- 7) Le marché a fait l'objet d'un contrat non signé, non daté et qui ne renseigne pas non plus sur le délai d'exécution. ;
- 8) durée d'exécution des travaux anormalement longue (date d'approbation : 25/09/2012- date de réception provisoire 04/09/2014 soit plus de 23 mois) ;
- 9) Les paiements ont été faits par chèques conformément aux termes du contrat :

- ✓ Chèque CLS N°8135324 de 9 233 154 F CFA du 13/08/2014
- ✓ Chèque CLS N°8135482 de 1 025 906 F CFA du 13/08/2014
- ✓ Chèque CLS N°8976602 de 1 022 905 F CFA du 25/09/2014
- ✓ Chèque CLS N°8892737 de 110 990 F CFA du 25/09/2014.

Recommandations par rapport aux anomalies :

- Archiver les documents relatifs à l'ouverture des plis et à l'attribution du marché (le PVO et le PV d'attribution provisoire) ;
- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics ;
- Utiliser le modèle de contrat du dossier type de DRP conçu par l'ARMP ;
- Respecter les délais d'exécution proposés dans le planning de réalisation ;

❖ ***M2 : marché pour l' « extension du réseau électrique »***

Référence : TCNR002

Titulaire : Entreprise Wakeur Insa Sow (E.W.I.S)

Montant : 9 900 000 CFCFA HTVA

- 1) Le marché est inscrit sur un PPM publié transmis à la DCMP et publié sur le site des marchés publics.
- 2) Un avis de DRP signé par le maire a été envoyé à des candidats à la place de lettres d'invitation ; ceci ne permet pas à l'auditeur de se prononcer sur le traitement équitable des candidats et sur la transparence de la consultation.
- 3) Quatre offres sont reçues mais ne sont pas archivées ;
- 4) Les offres ont été ouvertes le 26/07/2012 par la CM et avec comme rapporteur le coordonateur de la CPM.
- 5) Le PVO et le rapport d'évaluation ne sont archivés ;
- 6) Une lettre de notification d'attribution N°003/COMMUNE DE NIOURO DU RIP du 30 juillet 2012 a été envoyée à E.W.I.C.S ;
- 7) les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés du rejet de leurs offres ;
- 8) les résultats de la DRP ne sont pas publiés sur le site des marchés publics ;
- 9) Le marché a fait l'objet d'un contrat signé par le MAIRE. Dans le contrat il est stipulé que le délai d'exécution est proposé dans le planning de réalisation incluant obligatoirement la période de préparation du chantier fixée 30 jours calendaires au maximum ainsi qu'un schéma d'organisation détaillé des travaux ;
- 10) Un ordre de service N°001/COMMUNE DE NIOURO DU RIP du 15/8/2012 a été envoyé à l'entrepreneur pour le démarrage des travaux à la date du 25/08/2012 ;
- 11) Le PV de réception définitive du 09/04/2014 atteste de l'exécution sans réserve des travaux ;
- 12) La durée d'exécution des travaux est anormalement longue (date de démarrage : 25/08/2012-date de réception provisoire : 09/09/2014 soit plus de 24 mois) ;
- 13) Les paiements ont été faits par chèques conformément aux termes du contrat :
 - ✓ Chèque CLS N°8028736 de 8 122 458 F CFA du 09/04/2013
 - ✓ Chèque CLS N°8028923 de 902 495 F CFA du 09/04/2013
 - ✓ Virement AGETIP de 427 497 F CFA du 06/05/2014
 - ✓ Virement AGETIP de 47 500 F CFA du 06/05/2014

La mise en œuvre de la procédure relative à cette acquisition n'a pas été satisfaisante.

Recommandations par rapport aux anomalies :

- Utiliser le dossier type de DRP conçu par l'ARMP ;
- Fournir le PVO et le rapport d'évaluation ;
- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics ;

- Respecter les délais d'exécution proposés dans le planning de réalisation.

❖ M3 : marché pour la «construction de 05 souks et de six(06) latrines »

Référence : TCNR003

Titulaire : Entreprise Wakeur Insa Sow (E.W.I.S)

Montant : 5 497 820 FCFA TTC

Les constats sont les suivants :

- 1) Le marché est inscrit sur un PPM publié transmis à la DCMP et publié sur le site des marchés publics.
- 2) Un avis de DRP signé par le maire a été envoyé à des candidats à la place de lettres d'invitation; ceci ne permet pas à l'auditeur de se prononcer sur le traitement équitable des candidats et sur la transparence de la consultation;
- 3) date limite de dépôt et d'ouverture des plis non fournie ;
- 4) les offres ne sont pas archivés ainsi que les PV d'ouverture des plis;
- 5) Une lettre de notification d'attribution N°001/COMMUNE DE NIORO DU RIP du 15 juin 2012 a été envoyée à E.W.I.C.S
- 6) Les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés du rejet de leurs offres ;
- 7) Les résultats de la DRP ne sont pas publiée sur le site des marchés publics ;
- 8) Le marché a fait l'objet d'un contrat signé par le MAIRE mais le délai d'exécution n'y est pas mentionné ;
- 9) Un ordre de service N°001/COMMUNE DE NIORO DU RIP du 01/08/2012 a été envoyé à l'entrepreneur pour le démarrage des travaux à la date du 08/08/2012 ;
- 10) Le PV de réception n'est pas fourni et aucun autre document n'atteste de l'exécution des travaux ;
- 11) La situation des paiements n'est pas renseignée (factures, décomptes et n°de chèques ne sont pas fournis); ceci ne permet pas à l'auditeur de se faire une opinion sur les règlements.

Recommandations par rapport aux anomalies :

- Utiliser le dossier type de DRP conçu par l'ARMP ;
- Fournir le PVO des plis, Le PV de réception des travaux et la situation des paiements.
- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics ;
- Conserver, classer et archiver tous les documents de passation des marchés (à savoir : les lettres d'invitation adressées aux candidats, les offres des soumissionnaires, PVO, Le PV de réception des travaux et la situation des paiements).
- Utiliser le modèle de contrat du dossier type de DRP conçu par l'ARMP.

❖ **M4 : marché pour l' « acquisition de sucre »**

Référence : FCNR004

Titulaire : RIP PRODUCTION

Montant : 4 550 000 FCFA HTVA

Les vérifications ont conduit aux constats suivants :

- 1) Le marché est inscrit sur un PPM publié transmis à la DCMP et publié sur le site des marchés publics ;
- 2) Un avis de DRP signé par le maire a été envoyé à des candidats à la place de lettres d'invitation. L'avis de DRP daté du 08/07/2013 mentionne le nom de l'autorité contractante, la nature du marché, le bureau de retrait des cahiers de charge et le lieu et la date de d'ouverture des plis sans mentionner les candidats invités ; ceci ne permet pas à l'auditeur de se prononcer sur le traitement équitable des candidats et sur la transparence de la consultation ;
- 3) date limite de dépôt et d'ouverture des plis non fournie ;
- 4) Trois offres sont reçues, mais ne sont pas archivées ainsi que le PVO ;
- 5) Les offres ont été ouvertes le 19/08/2013 par la CM et avec comme rapporteur le coordonateur de la CPM.
- 6) Une lettre de notification datée du 12/07/2013 a été envoyée à l'attributaire du marché ;
- 7) Les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés du rejet de leurs offres ;
- 8) Les résultats de la DRP ne sont pas publiés sur le site des marchés publics ;
- 9) La DRP a fait l'objet de contrat signé le 12/07/2013 par le Maire de la commune de NIOURO du RIP et le fournisseur RIP PRODUCTION et enregistré au niveau du centre des services fiscaux de Kaolack le 29/07/2013;
- 10) L'article 5 du contrat renseigne que délai de livraison est de 10 jours à compter de la date de signature du contrat ;
- 11) Le BL et le PV de réception remis à la mission d'audit ne sont pas conformes parce qu'ils ne sont ni datés ni signés ;
- 12) Le paiement a été fait le 19/07/2013 par virement bancaire effectué par le Payeur municipal de NIOURO.

Recommandations par rapport aux anomalies :

- Utiliser le dossier type de DRP conçu par l'ARMP ;
- Fournir le PVO des plis ;
- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics ;
- Conserver, classer et archiver tous les documents de passation des marchés (à savoir : les lettres d'invitation adressées aux candidats, les offres des soumissionnaires, PVO, Le PV de réception des travaux et la situation des paiements) ;
- Respecter la procédure de réception des fournitures en présentant des documents conformes et réglementaires acceptés par le CMP.

❖ ***M5 : marché pour l'acquisition de « fournitures scolaires »***

Référence : TCNR005

***Titulaire : ETABLISSEMENT GENERAL MAME THIERNO
BIRAHIM MBACKE (E.G.M.T.)***

Montant : 5 492 763 FCFA TTC

Les constats sont les suivants :

- 1) Le marché est inscrit sur un PPM publié transmis à la DCMP et publié sur le site des marchés publics ;
- 2) Un avis de DRP signé par le maire a été envoyé à des candidats à la place de lettres d'invitation. L'avis de DRP daté du 14/08/2013 mentionne le nom de l'autorité contractante, la nature du marché, le bureau de retrait des cahiers de charge et le lieu et la date de d'ouverture des plis sans mentionner les candidats invités ; ceci ne permet pas à l'auditeur de se prononcer sur le traitement équitable des candidats et sur la transparence de la consultation ;
- 3) Date limite de dépôt des offres : 19/08/2013
- 4) Quatre offres sont reçues ;
- 5) Les offres ne sont pas archivées ;
- 6) Les offres ont été ouvertes le 19/08/2013 par la CM et avec comme rapporteur le coordonateur de la CPM.
- 7) Le PVO des plis n'est pas fourni ;
- 8) La lettre de notification de l'attribution provisoire n'est pas fournie ;
- 9) Les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés du rejet de leurs offres ;
- 10) L'attribution définitive n'est pas publiée sur le site des marchés publics ;
- 11) La DRP a fait l'objet de contrat signé le 21/08/2013 par le Maire de la commune de NIORO du RIP et le fournisseur EG.M.T et enregistré au niveau du bureau de recouvrement de Dakar-Plateau le 20/09/2013. ;
- 12) L'article 4 du contrat renseigne que le délai de livraison est de 30 jours à partir de la date de signature du contrat ;
- 13) Un Bordereau de Livraison sous le n°071/PS/13 du 25/08/2013 est établi ;
- 14) Le PV de réception fournie n'est ni daté ni signé ;
- 15) Le paiement a été fait le 30/09/2013 par virement bancaire effectué par le Payeur municipal de NIORO ;

Recommandations par rapport aux anomalies :

- Utiliser le dossier type de DRP conçu par l'ARMP ;
- Fournir le PVO des plis et la lettre de notification de l'attribution provisoire ;
- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- Publier les résultats de la DRP sur le site des marchés publics ;

- Conserver, classer et archiver tous les documents de passation des marchés (à savoir : les lettres d'invitation adressées aux candidats, les offres des soumissionnaires, PVO et le PV de réception des travaux).
- Respecter la procédure de réception des fournitures en présentant des documents conformes et réglementaires acceptés par le CMP.

Marchés passés par entente directe :

La Commune de NIORP du RIP n'a pas passé de marchés par entente directe.

Avenant :

La Commune de NIORP du RIP n'a pas eu à élaborer des avenants en 2013.

Evaluation des fractionnements potentiels (demandes de cotation, autres acquisitions) :

Un avis motivé sur les fractionnements n'a pu être donné par la mission d'audit du fait que tous les documents y afférents dont les carnets des BC de 2013 utilisés n'ont pas été retrouvés ; il s'y ajoute que la Perception Municipale de NIOURO du RIP ne dispose pas encore de locaux d'archivage opérationnel.

Marchés ayant fait l'objet de recours auprès du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP :

Aucun recours n'a été constaté sur l'exercice 2013.

CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION FINANCIERE :

Tous les marchés relatifs aux cinq DRP ont été financièrement exécutés. Tous les règlements sont effectués par virement ou par chèque à l'exception du marché « **construction de 05 souks et de six(06) latrines** » pour lequel la situation des paiements n'est pas fournie.

CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT PHYSIQUE (MATERIALITE, EXECUTION PHYSIQUE) :

L'exécution physique des marchés a été constatée sur la présentation des PV de réception à l'exception de celui relatif à « **l'acquisition de sucre** » pour lequel le BL et le PV de réception ne sont pas datés ; donc ne sont pas conformes.

8.SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

8. SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS ET RECOMMANDATIONS

Les tableaux ci-dessous font la synthèse des violations et recommandations.

N° d'ordre	Constats	Nombre de constats	Recommandations
1	CM : -Non respect du délai de transmission à la DCMP de l'arrêté de création et de nomination des membres de la CM	CM	Respecter les termes de l'arrêté n°12 786 du 26/12/2012 en ce qui concerne : -la date de transmission à la DCMP (05 janvier) de l'arrêté portant création de la CM
2	La CPM n'a pas de bureau et de personnel exclusivement affectés à son fonctionnement	CPM	Doter la CPM de locaux et de personnel requis

N° d'ordre	Constats	Nombre de constats	Recommandations
3	La cellule n'a pas produit les rapports trimestriels en violation de l'article premier de l'arrêté 012783 du 26/12/2012 relatif à l'organisation et fonctionnement de la cellule de passation des marchés qui stipule que la cellule établit les rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la DCMP et à l'ARMP	CPM	Produire les rapports trimestriels en vertu de l'article premier de l'arrêté 012783 du 26/12/2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la cellule de passation des marchés.
4	La cellule n'a pas produit le rapport annuel en violation de l'article premier de l'arrêté 012783 du 26/12/2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la cellule de passation des marchés qui mentionne que la cellule établit, avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'autorité dont elle relève, de l'organe chargé de l'ARMP et de la DCMP, d'un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente.	CPM	Produire le rapport annuel en vertu l'article premier de l'arrêté 012783 du 26/12/2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la cellule de passation des marchés.
5	Le coordonnateur de la CPM n'a jamais suivi une formation en matière de passation des marchés publics.	CPM	Procéder à la formation des personnes impliquées dans les procédures de passation et d'exécution des marchés publics.

DRP

N° ordre	Constats	Nombre de constats	Recommandations
1	Les lettres d'invitation ne mentionnent pas les noms des candidats consultés en violation de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.	-TCNR/ N°001 -TCNR N°002 -TCNR N°003 -FCNR N°004 -FCNR N°005	Mentionner sur les lettres d'invitation les noms des candidats invités à soumissionner en vertu de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.
2	Les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés du rejet de leur offre en violation de l'article 78 alinéa 2 du CMP	-TCNR N°001 -TCNR N°002 -TCNR N°003 -FCNR N°004 -FCNR N°005	Informé par lettre datée et numérotée les candidats non retenus du rejet de leurs offres en vertu de l'article 78 ; alinéa 2.
3	Les contrats signés avec les titulaires de marchés ne sont pas exhaustifs.	-TCNR N°001 -TCNR N°003	Utiliser le modèle de contrat du dossier type de DRP conçu par l'ARMP.
4	PV d'ouverture des plis non fourni	TC NR N°003	FOURNIR LES PV D'OUVERTURE
5	Les attributions définitives ne sont pas publiées dans le portail des marchés publics.	-TCNR N°001 -TCNR N°002 -TCNR N°003 -FCNR N°004 -FCNR N°005	Publier les attributions définitives dans le portail des marchés publics

N° d'ordre	Constats	Nombre de constats	Recommandations
6	Défaut d'archivage et de classement des dossiers de marchés pour les sept DRP à la CPM	-TCNR N°001 -TCNR N°002 -TCNR N°003 -FCNR N°004 -FCNR N°005	Assurer l'archivage et le classement des dossiers de tous les marchés passés à la CPM.

9.SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

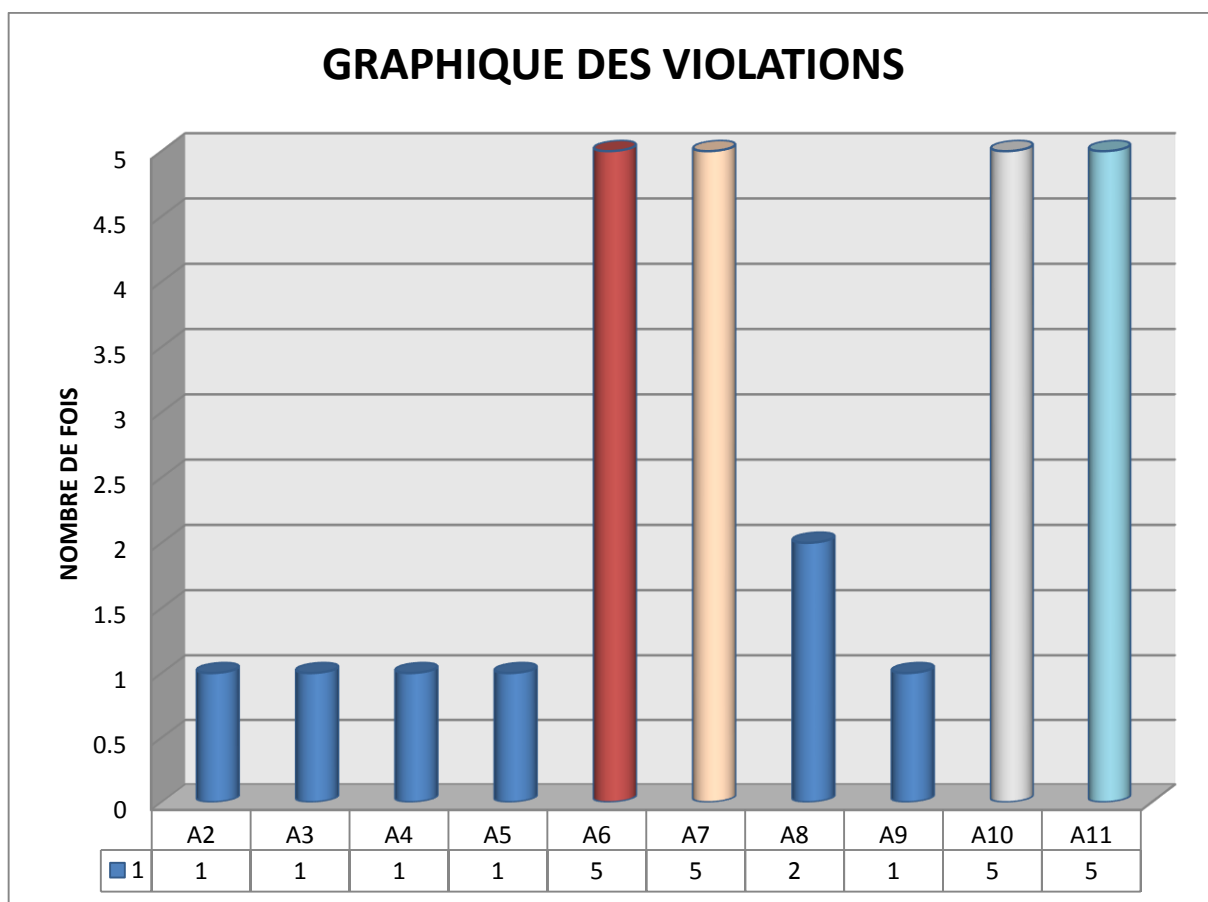
9. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

Nous n'avons pas eu connaissance d'une mission d'audit des procédures de passation des marchés de la COMMUNE de NIORO du RIP pour les années antérieures.

10. Statistiques des anomalies

10. STATISTIQUES DES VIOLATIONS

N°	VIOLATIONS	DRP					NOMBRE
		M1	M2	M3	M4	M5	
1	-Non respect du délai de transmission à la DCMP de l'arrêté de création et de nomination des membres de la CM						1
2	La CPM n'a pas de bureau et de personnel exclusivement affectés à son fonctionnement						1
3	La cellule n'a pas produit les rapports trimestriels						1
4	La cellule n'a pas produit le rapport annuel						1
5	Le coordonnateur de la CPM n'a jamais suivi une formation en matière de passation des marchés publics.						1
6	Les lettres d'invitation ne mentionnent pas les noms des candidats en violation de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.	1	1	1	1	1	5
7	Les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés du rejet de leur offre en violation de l'article 78 alinéa 2 du CMP	1	1	1	1	1	5
8	Les contrats signés avec les titulaires de marchés ne sont pas exhaustifs.	1		1			2
9	PV d'ouverture des plis non fourni			1			1
10	Les attributions définitives ne sont pas publiées dans le portail des marchés publics.	1	1	1	1	1	5
11	Défaut d'archivage et de classement des dossiers de marchés pour les sept DRP à la CPM	1	1	1	1	1	5
TOTAL							28



ANNEXES

ANNEXES

Réponses de l'autorité Contractante

Nous n'avons pas reçu de réponses de l'Autorité Contractante à notre rapport provisoire.